

Pédopsychiatrie et psychiatrie juvénile: urgent d'avoir un accueil de crise renforcé (KCE)

Tout comme dans la plupart des pays occidentaux, le secteur de la santé mentale pour enfants et adolescents est confronté à de nombreux problèmes, sans qu'il n'existe une vision claire quant aux solutions à apporter. Le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) a dressé le tableau de la problématique en collaboration avec le bureau d'étude ShiftN et a formulé 10 recommandations pour réformer le secteur.

Pour ce faire, il se base, entre autres, sur l'apport de 66 acteurs différents du secteur. Des pédopsychiatres et des psychologues, des médecins généralistes et des pédiatres, mais aussi des enseignants, des professionnels de l'aide sociale, de l'aide à la jeunesse et du secteur des personnes handicapées ainsi des représentants des associations de patients se sont réunis à plusieurs reprises, avec un encadrement professionnel au niveau de la méthodologie. Une première dans le secteur, et une initiative qui doit à présent se traduire dans des actions concrètes.

Le nœud du problème : une grande fragmentation Tout comme dans la plupart des pays occidentaux, le secteur de la santé mentale pour les enfants et adolescents en Belgique doit faire face à de nombreux problèmes, sans qu'il n'existe une vision claire quant aux solutions à apporter. Les listes d'attente sont longues et la demande ne cesse d'augmenter. Le secteur est très fragmenté en raison de la grande diversité des personnes et des services impliqués. Un nombre d'initiatives de réforme se sont soldées par des échecs et ont conduit à une certaine méfiance. Le KCE a été chargé de faire le point et de formuler des propositions de réforme du système.

Une première : l'écoute méthodique des stakeholders Les chercheurs ont réuni plusieurs fois 66 stakeholders différents. Les participants ne venaient pas seulement du secteur de la psychiatrie ou de la santé mentale, mais également du milieu de l'enseignement, de l'aide sociale, de l'aide à la jeunesse, du secteur des handicapés et des associations de patients. Leur apport au cours d'ateliers et de tables rondes, a été traité selon une méthodologie rigoureuse. Il s'agit d'une première dans le domaine.

"Le projet a donné naissance à de nouvelles perspectives, surtout grâce à son approche par étapes. Ont grandement contribué au succès de l'opération, la diversité des participants, leur expérience professionnelle et le fait qu'ils

s'exprimaient sans nécessairement tenir compte de leurs intérêts ou de préjugés, dans la mesure où le projet n'avait de conséquences immédiates ni pour eux ni pour leur organisation.", déclare le Dr Eric Schoentjes, chef du département de pédopsychiatrie de l'UZ Gent a participé au processus.

L'apport des stakeholders a aussi été complété par celui de la littérature scientifique existante. Les chercheurs ont finalement pu aboutir à 10 grandes recommandations de réforme du système de soins de santé mentale pour les enfants et les adolescents.

Le plus urgent : un accueil de crise renforcé et une orientation correcte C'est surtout un accueil de crise renforcé qui est très urgent. Il faudrait un point de contact central accessible de manière continue, ne refusant aucun enfant ou adolescent. Pour les interventions urgentes, des équipes multidisciplinaires mobiles, établies au niveau régional, communiquant entre elles, pourraient aider l'enfant dans son propre environnement. En outre, un certain nombre de places en centres de jour et en hôpital devraient être réservées à l'admission de crise.

Il y a aussi le problème du peu de cohérence dans l'orientation vers les services spécialisés. On a un peu l'impression qu'un jeune qui reçoit l'aide adéquate a eu de la chance, alors qu'une orientation correcte devrait être évidente. Ceux qui sont les premiers confrontés aux problèmes mentaux des jeunes, dans les milieux comme l'école, les services d'aide à la jeunesse, la police, etc. doivent recevoir une formation de base afin d'identifier les problèmes psychiques chez les jeunes et de mieux s'y retrouver dans le secteur complexe des soins de santé mentale. La formation des médecins généralistes doit également accorder plus d'attention à la pédopsychiatrie.

Quelles sont les possibilités en ces temps de restriction budgétaire? La Conférence Interministérielle de la Santé peut prendre l'initiative de faire traduire une série de recommandations du rapport KCE en un plan d'action concret. Les innovations en provenance de la base et une approche fondée sur les données probantes scientifiques doivent être stimulées et récompensées. Par ailleurs, les acteurs du secteur doivent continuer à échanger et à construire des formes de coopération entre eux.

"Nous sommes maintenant encore plus conscients qu'une bonne collaboration et une concertation avec les autres acteurs de notre région sont très importantes pour mieux aiguiller l'offre d'aide existante vers les enfants et leur famille", a indiqué le Dr Schoentjes. La réforme du système complexe des soins de santé mentale demandera en tout cas beaucoup de temps.